

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :  
Pass. de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris . . . . .	24	12	7
Départements . .	36	18	10
Étranger . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.  
Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.  
Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adres-  
ser au siège de l'administration,  
passage de l'Entrepôt-du-Ma-  
rais, 4.

Comité de rédaction pris parmi  
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET  
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

## AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi  
sera refusé.

Toute demande d'abonnement, pour  
la province, qui ne sera pas accompa-  
gnée d'un mandat sur la poste, sera  
considérée comme nulle.

Les personnes qui, jusqu'à ce jour,  
ont reçu notre Journal, et qui n'ont  
pas encore acquitté leur abonnement,  
sont priées de vouloir bien nous en  
faire parvenir le montant avant le 5  
juin prochain, si elles ne veulent éprou-  
ver du retard dans l'envoi du Journal.

## SOMMAIRE.

Le Directoire en 1848. — Les travailleurs. — Le National et  
M. Marrast. — Simple avis : Manœuvre électorale d'un co-  
lonel de la garde nationale. — Le désordre dans la famille :  
Projet de loi sur le rétablissement du divorce. — Profession  
de foi du citoyen Caussidière. — Profession de foi du ci-  
toyen Esquiro. — Bouche de bronze : Un imprimeur bugé-  
tivre. — Votez, travailleurs. — Proclamation des citoyens  
Camille, Raspail, Kersausie, Veyne. — Proclamation du ci-  
toyen ministre Trélat des travaux publics. — Départements.  
— Nouvelles étrangères : Frédéric-Guillaume, roi de Prusse,  
par la grâce de Dieu. — Faits divers.

## Le Directoire en 1848.

Un fait grave préoccupe tous les esprits, c'est la  
rigueur des poursuites déployées contre les répu-  
blicains, quand on a au contraire favorisé l'éva-  
sion de tous les ministres de Louis-Philippe. Ceux  
qui nous accusent de crier sans cesse à la réaction  
voudraient-ils bien nous dire quel nom ils don-  
nent à cette politique de violence contre les démoc-  
rates, de transaction et de douceur pour les sup-  
pôts forcés de la monarchie. Est-ce que par  
hasard M. Hébert n'était pas plus coupable le len-  
demain du 24 février que le citoyen Sobrier, le  
soir du 15 mai ? D'où vient que l'un est mainte-  
nant sous les verroux de Vincennes, tandis que  
l'autre a trouvé dans l'indulgence du Gouverne-  
ment provisoire un sauf-conduit pour passer tran-  
quillement à l'étranger ? Ce contraste en dit assez :  
on ménage les royalistes parce qu'on veut recons-  
tituer les institutions monarchiques ; on poursuit  
à outrance les démocrates, parce qu'on ne veut  
pas accepter les conséquences d'une révolution  
faite par le peuple. Encore quelques semaines, et  
M. Guizot se promènera assez publiquement dans  
les rues de Paris au bras du prince de Joinville,  
tandis que Barbès languira dans les prisons de la  
République. Quel nom donner à ce qui se passe  
sous nos yeux ? c'est la terreur thermidorienne, la  
terreur des gants jaunes et des bonnets à poil. Nous  
sommes en plein directoire ; rien n'y manque en  
vérité, ni la corruption des mœurs, ni l'incapa-  
cité des gouvernants, ni l'anarchie des pouvoirs,  
ni l'exil des patriotes, ni peut-être l'avènement  
prochain d'une royauté nouvelle. C'est au peuple  
d'aviser.

Jusqu'ici le peuple a laissé les écrivains, les  
hommes connus se mettre en avant ; le lendemain  
de la lutte, les initiateurs sont restés seuls et dé-  
couverts en face de la réaction. C'est un sacrifice  
terrible qui ne peut durer toujours. Il serait  
temps que la classe ouvrière prit elle-même à  
cœur ses intérêts. Si le prolétaire fuit, comme cela  
est arrivé dernièrement dans un club, devant

l'ombre d'une baïonnette ; si, au lieu de faire  
rempart aux hommes qui s'affichent pour lui, il  
abandonne, sous le coup d'une panique ridicule,  
le lieu des séances où s'exerce son droit de dis-  
cussion, il découragera le zèle des écrivains et des  
orateurs qui se dévouent à son service. Les prolé-  
taires doivent comprendre que les brutalités de la  
réaction bourgeoise s'adressent de préférence aux  
hommes qui tiennent la plume ou la parole. Il  
faut que le peuple les couvre au moins de sa pré-  
sence, dans les occasions difficiles où la loi est  
violée par la fureur des armes bourgeoises. Ce  
que nous demandons au peuple, ce n'est pas de  
recourir à une lutte impossible et dangereuse,  
non ; nous l'engageons au contraire à la mo-  
dération de la force ; mais nous voudrions du  
moins qu'il ne laissât pas le champ libre aux  
réacteurs. Quand les prolétaires délaissent subite-  
ment les hommes qui ont épousé la cause démoc-  
ratique, ils donnent à nos adversaires une  
puissance dont ceux-ci profitent avec audace.  
Pas d'entraînement irréfléchi ; mais aussi pas de  
faiblesse.

## Les travailleurs.

On assure que l'Assemblée nationale est pleine  
de bonnes intentions, et chaque jour elle le prou-  
ve. Il y a deux jours, sur la motion du citoyen  
Billault, elle a organisé l'étude de la question du  
travail, et nommé à cet effet une commission  
d'enquête par département.

Cette manière de procéder rappelle de tout point  
les circula res de M. Cunin-Gridaine. Ce ministre  
faisait demander chaque année, aux conseils gé-  
néraux ce que tout le monde savait déjà. La ré-  
ponse était enfouie dans les cartons des bureaux,  
et l'agriculture délaissée voyait renvoyées aux ca-  
lendes grecques les améliorations qu'elle réclame  
depuis si longtemps. Les travailleurs de France  
nous paraissent menacés d'un avenir semblable.  
L'Assemblée nationale ne se rattache à eux par  
aucun lien sympathique. La main de fer de la né-  
cessité a pu seule la décider à prendre quelques  
mesures de cette nature ; mesures sans portée,  
destinées à parer aux difficultés du moment. Une  
fois l'épée de Damoclès écartée, elle reviendra au  
bercement monotone que ses devanciers appli-  
quaient si bien au maniement des affaires publi-  
ques, la solution de la question sociale s'enfuira  
derechef dans les mirages fantastiques de l'avenir,  
et la civilisation sera enrayée pour un siècle.

Il dépend des travailleurs de prévenir ces dé-  
plorables résultats.

Franklin disait : « Voulez-vous que vos affai-  
res soient bien faites, faites-les vous-mêmes ; ne  
vous en rapportez jamais à autrui. »

Que les travailleurs aient ce précepte toujours  
présent à l'esprit. Leurs ennemis sont constitués,  
organisés, qu'ils s'organisent, qu'ils se constituent.  
A l'heure qu'il est, ils sont autant d'atomes désa-  
grégés, sans cohésion, partant sans puissance. Il  
ne suffit pas de se réunir de temps à autre en  
nombre plus ou moins considérable pour mani-  
fester son opinion et sa volonté. Il faut exercer

une action continue, une pression incessante ; il  
faut faire converger les efforts isolés, centupler les  
forces en les centralisant.

A cet effet, voici ce que nous proposons :

Les prolétaires des villes, nommeront une  
chambre des représentants des diverses industries.  
Cette idée a déjà été émise, nous ne savons par  
quel journal. Nous regrettons qu'elle n'ait pas en-  
core été mise à exécution. Cette Chambre renfer-  
mera dans son sein les socialistes et les penseurs  
que la réaction a bannis de l'Assemblée nationale.  
Fraternellement on y discutera les questions qui  
préoccupent tout le monde aujourd'hui. Grâce à  
un concours de lumières et d'instructions bien plus  
puissant que celui que peut fournir l'Assemblée  
nationale, on aura bientôt trouvé des solutions sa-  
tisfaisantes, susceptibles d'ailleurs d'un dévelop-  
pement incessant. Ces solutions seront présentées  
aux commis du peuple qui auront continué à per-  
dre leur temps en niaiseries et en comédies réac-  
tionnaires. Force sera de les adopter et de les con-  
vertir en décrets.

Mêmes errements seront suivis pour l'agricul-  
ture, qui doit être désormais considérée comme la  
base de la richesse publique. L'agriculture aura à  
Paris une Chambre de représentants donnée par  
l'élection, ayant des succursales dans chaque chef-  
lieu de département, et irradiant jusque dans les  
plus obscurs villages par des conseils cantonnaires  
et communaux institués ad hoc.

Ces précautions prises (et il faut les prendre  
immédiatement), les ennemis du peuple auront  
beau se trémousser, ils n'empêcheront pas l'avé-  
nement de son règne. Ils auront beau multiplier  
les calomnies et exciter à la haine ceux qui sont  
faits pour s'aimer et s'aider mutuellement, ils  
n'empêcheront pas la solidarité de devenir un fait  
et le bonheur de régner sur la terre. De l'accord,  
citoyens ; l'accord fera justice de leurs prétentions  
sauvages, l'accord dissoudra cette coalition d'ex-  
ploiteurs qui nous raviraient jusqu'à l'espérance !

## Le National et M. Marrast.

Cepauvre National est fort embarrassé. Il fait  
peine à voir. Il ne voudrait blesser personne  
afin d'être bien avec tout le monde. A cheval  
sur la bascule, il a un pied dans l'ordre et un  
pied dans le désordre. Aujourd'hui il fait du  
gouvernement, demain de l'anarchie ; tantôt de  
la modération, tantôt de la violence. On dirait  
un danseur de corde qui perd à chaque instant  
l'équilibre et qui ne penche jamais plus d'un côté  
que lorsqu'il a beaucoup penché de l'autre.

Le National a des convictions arrêtées. Ses  
mesures sont prises. Il veut être résolument d'un  
parti, du parti... du plus fort ; et il cherche,  
et il flaire, et il tâtonne, et il va de ci, et il va  
de là, et jamais personne ne s'est donné tant  
de mal, n'a pris tant de peine pour rester en  
place.

M. Marrast n'a pas le museau d'un renard  
pour rien. C'est un fin matois. Il ménage le chou  
gouvernemental et la chèvre démagogique. Il  
comprend qu'on ne peut rien fonder sans la mo-  
dération, le respect des lois et du principe d'au-  
torité, et parfois il se hasarde à le dire ; mais  
comme il y a des gens puissants qui renient la  
modération, le respect des lois et le principe



AUX ÉLECTEURS DE LA SEINE.

Mes concitoyens,

En adressant à l'Assemblée nationale ma démission de représentant du département de la Seine, je rendais hommage à vos consciences. Votre mandataire avait été l'objet de quelques soupçons. Il ne devait pas plus les supporter pour vous que pour lui. A vous seuls appartient le droit de le juger.

C'est ce jugement que je viens provoquer, en réclamant aujourd'hui vos suffrages que vous m'aviez accordés spontanément le 20 avril dernier.

La Révolution qui m'avait amené à la préfecture de police le 24 février, m'y a soutenu et secondé durant deux mois et demi. C'est à la faveur même des hommes et des idées qui m'avaient porté que j'ai pu opérer quelque bien, rétablir la tranquillité de Paris, la sécurité des familles, la protection des intérêts, la liberté des transactions, en un mot faire de l'ordre avec du désordre.

Premier magistrat de la première ville de France, je compris combien les exemples donnés par nous agiraient puissamment sur le pays tout entier, sur l'Europe elle-même, inquiète et jalouse, qui guetterait nos fautes et profiterait de nos malheurs. Je savais que nous avions à dissiper tous les préjugés, toutes les craintes que le saint nom de la République, autrefois profané, éveillerait parmi les populations. J'avais à me défendre aussi contre les passions du moment; si je l'avais écoutée, aurait fait arrêter l'autre. Ma bonne volonté, des instincts droits, et, peut-être, une de ces illuminations subites qu'un homme reçoit d'une position élevée et du sentiment de ses devoirs, m'inspirèrent une conduite franche, nette et décisive.

J'avais conspiré dix-huit ans pour le bon sens; je voulais faire de la police pour le bon sens également; une police de conciliation, sans distinction des républicains de la veille ou du lendemain, une police qui ne mentit pas à la devise de LIBERTÉ et de FRATERNITÉ arborée par le nouveau régime.

J'explique dans un écrit à part, qui sera publié prochainement, tous les actes de mon administration, et presque toutes les corporations de Paris rendront justice, j'en suis sûr, à mes décisions, à mes intentions. J'avais établi à la préfecture de police, une sorte de justice de paix, amiable, consentie par tous les intérêts, sous l'empire de circonstances exceptionnelles, et j'ai eu le bonheur de voir accepter avec satisfaction, et d'un commun accord, les arrangements que me dictaient ma raison et mon bon vouloir. Que de troubles ont été évités par cette fraternelle invention! Services obscurs, dont on tient peu de compte, parce qu'ils ont prévenu secrètement le mal, au lieu de le réparer bruyamment. Vingt heures de travail par jour, qui, au bout de deux mois et demi, avaient abattu mes forces, ont été consacrées à cette tâche ingrate; et, je le proclame avec empressement, j'ai trouvé dans tous les agents de l'administration, même précédente, comme dans mes nouveaux auxiliaires, un zèle infatigable pour aider à cette œuvre pénible. Tous avaient jugé la loyauté de mes intentions; tous se montrèrent ardents à les secondar.

Le compte-rendu de mon administration sera donc public. Vous y verrez que je n'ai pas failli à mes devoirs. Le 15 mai, on m'avait exclu du concours que tous les dépositaires de l'autorité devaient prêter au maintien de l'ordre. Je dirai comment, si je ne dis pas pourquoi. Cet exposé (j'en suis certain) dissipera pour vous, mes concitoyens, pour vous tous, à qui je ne demande que de l'impartialité, les fables répandues sur l'état de siège de la Préfecture, et sur les prétendus projets de mes amis et de mes auxiliaires.

L'honneur me dictait ma démission comme préfet; ma reconnaissance pour vous me commandait, comme représentant, de venir me retremper dans votre confiance. Je sollicite, aujourd'hui, vos suffrages, au nom des efforts, heureux peut-être, que j'ai faits pour rendre à la capitale la tranquillité dont elle jouit. Cette démarche suffit, je le crois, pour démentir et pour écarter de vos esprits ces accusations perfides de conspiration que propagent contre moi ceux que ma retraite n'a pas encore satisfaits. En me renvoyant au sein de l'Assemblée, vous y renverrez un défenseur ardent et sincère de notre République de 1848, et un ami de la légalité et de la conciliation, qui peuvent seules la consolider.

CAUSSIDIÈRE.

d'autorité, et ne reconnaissent qu'un droit et qu'un moyen, la force, M. Marrast, dans la crainte de déplaire à ces gens-là, d'exciter leurs défiances, de s'exposer à être exclu de la confrérie, M. Marrast, disons-nous, donne de temps en temps à l'anarchie ce que dans la langue politique on appelle des gages. Il fait de la violence, saluée en passant les passions mauvaises, tire son épée de maire de Paris, en frappe l'air fort joliment en annonçant qu'il va faucher les réactionnaires, et mettant son chapeau au bout de sa dague, crie : vive la république démocratique!

Cette petite comédie de double jeu, qui doit être très fatigante pour le National, est fort réjouissante pour ceux qui le regardent faire. Nous ne savons pas encore ce qu'y gagnera le National, mais nous pouvons déjà dire ce qu'il y a perdu. Il y a perdu sa réputation d'honnêteté, et de plus son esprit.

(Courrier de la Gironde.)

## Simple avis.

Le colonel d'une des légions de la garde nationale de Paris s'est donné la peine de faire distribuer aux dernières élections des milliers de listes imprimées sur lesquelles ne figurait pas le nom du citoyen Caussidière, qui venait de rendre une ordonnance d'une juste sévérité, au sujet des fraudes en matière d'élection.

Des paquets contenant chacun deux mille de ces listes ont été adressés directement à certains présidents de section de vote; les uns les ont refusées, les autres, et notamment le citoyen Thion, président de la 10<sup>e</sup> section, les a acceptées et placées près de lui dans son bureau; à quel dessein? nous l'ignorons; mais il est permis de douter qu'il en ait voulu faire bon usage.

Nous pensons que ce simple avis suffira pour engager le citoyen Favrel à s'abstenir, ou, s'il était dans l'intention de recommencer cette manœuvre aux prochaines élections, à choisir des compères plus adroits.

## Le désordre dans la famille.

Le citoyen Crémieux, ministre de la justice, est venu déposer hier soir, au nom de la Commission du pouvoir exécutif, un projet de loi sur le rétablissement du divorce.

Voici le projet de décret :

« Art. 1<sup>er</sup>. La loi du 8 mai 1816 est abrogée. En conséquence, les dispositions du titre IV, livre I<sup>er</sup> du Code civil, reprennent leur force à compter de la promulgation de la présente loi.

« Art. 2. L'art. 310 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout jugement de séparation de corps, devenu définitif depuis trois ans au moins, sera converti en jugement de divorce, sur la demande formelle par l'un des deux époux, sur requête et assignation à bref délai.

« Le jugement qui prononce le divorce sera rendu à l'audience. L'époux condamné pour adultère n'est pas admis à réclamer le divorce.

« Fait en séance du Gouvernement, le 26 mai 1848. »

Ce projet est renvoyé, vu son importance, à l'examen des bureaux.

Il était difficile de trouver une voie plus rapide vers la restauration de la royauté, de désorganiser plus vite la République, de jeter à la fois plus d'éléments de désordre et de trouble, de démoraliser plus profondément les masses.

Si la loi du divorce n'a pu se maintenir, c'est qu'elle était absolument antipathique à l'ordre social fondé par le Code civil; rétablir le divorce, sans refondre toutes les bases aristocratiques de la loi napoléonienne, c'est n'avoir le sentiment ni du droit ni du possible.

Il fallait réformer d'abord le fond tout entier de la loi qui régit la famille française.

En même temps que la loi du divorce devait paraître une loi nécessairement corrélative, qui est fondée sur les bases du sacrifice et de l'amour, le mariage et le ménage français.

C'eût été le correctif.

Mais non, dans une société dévorée d'égoïsme, que vient-on apporter encore? Le dernier excès de l'égoïsme et de la personnalité.

Voilà le mot du décret.

## Candidature.

CAUSSIDIÈRE.

Voici la profession de foi du citoyen Caussidière; nous la livrons en toute confiance au jugement du peuple :

## Profession de foi du citoyen Esquiros.

Citoyens et frères,

Il n'y a plus aujourd'hui en France que deux partis : les hommes qui servent la Révolution et ceux qui la trahissent.

La société malade se tourne et se retourne sur son lit de souffrances. Qui changera cette situation pénible?

L'Assemblée nationale n'est que la seconde édition de la chambre de Louis-Philippe, tirée à un plus grand nombre d'exemplaires. L'initiative du pouvoir exécutif est nulle; il suit les entraînements de la garde bourgeoise qui le pousse dans un torrent de baïonnettes. De tout côté la réaction marche, bondit, écume; et pas une voix pour lui dire : Tu n'iras pas plus loin!

Il y a des hommes qui ont fait une étude spéciale des maux de la classe ouvrière, et qui cherchent obstinément un remède aux souffrances dont leur cœur est affligé; ce sont, si vous voulez, les philosophes de la démocratie. Ils n'ont point été étrangers aux luttes politiques de ces derniers temps; mais ils voudraient aujourd'hui compléter le livre des révolutions, en le scellant du bonheur de tous. Successeurs de ces croyants qui, il y a dix-huit siècles, apportèrent au monde la bonne nouvelle de la rédemption; ils annoncent l'avènement de la justice et de la fraternité universelle.

On nous calomnie : des hommes intéressés à dénaturer nos doctrines, qu'ils ne se donnent même pas la peine d'approfondir, nous prêtent des raisonnements que nous repoussons et des vengeances qui n'entrèrent jamais dans notre cœur. Ennemis par conviction et par caractère des excès de la force matérielle, nous ne la retournerons pas contre nos adversaires; nous en connaissons trop l'impuissance. La mauvaise foi cherche à nous auréoler d'une vague terreur; on voudrait mettre un nuage de sang entre nos croyances et les populations effrayées. C'est une tactique méprisable. Tôt ou tard le monde reconnaîtra que nos idées cherchent à s'infiltrer en traits de lumière à travers les lézards d'une société qui se bouleverse d'elle-même. Contre les attaques les plus furieuses et les plus injustes, nous nous sommes couverts de la mansuétude philosophique comme d'une cuirasse. C'est nous qui avons détruit la peine de mort; car voici des années que nous protestons contre l'échafaud.

Il est vrai que nous inquiétons le repos des heureux du jour; car nous annonçons la fin du privilège, car nous disons aux hommes : vous êtes tous frères, et vous devez vivre sous la loi de famille! Nous inquiétons les oisifs, car nous réclamons pour tous le droit de produire et de vivre en travaillant; nous inquiétons les égoïstes, les faibles, les routiniers, les aveugles, car nous prêchons le dévouement à la chose publique, car nous annonçons que le soleil du bien-être, le soleil de la vérité, va luire sur les grands et les petits, sur les forts et les faibles. Que ceux qui croient nous suivent! Derrière les privations et les sacrifices du moment, il y a l'idéal d'une société nouvelle; cette société se révélera aux hommes de cœur et de bonne volonté qui auront mis l'intérêt général au-dessus de l'intérêt privé. La lutte qui se dessine sous nos yeux n'est autre chose que la lutte de la vertu contre le vice : les vrais démocrates sont les seuls qui aient le génie de l'honneur.

Que vous dirai-je de moi, citoyens et frères? Ma vie est connue de quelques-uns d'entre vous. J'ai aimé le peuple jusqu'à l'enivrement, jusqu'à la prison. Si j'avais voulu servir une autre cause, je serais depuis longtemps riche, casé, décoré comme tant d'autres littérateurs; mais je suis fier de ma médiocrité, c'est le signe de l'homme libre.

Enfant de Paris, né dans notre héroïque faubourg Saint-Antoine, au centre des établissements industriels, je fais appel à mes frères, les travailleurs. Si je me présente une seconde fois à leurs suffrages, ce n'est point par une vaine ambition de bruit ni de fumée; c'est que dans un moment où les intérêts de la classe ouvrière sont délaissés, les hommes qui aiment sincèrement la démocratie ne peuvent se tenir à l'écart. Je frémis d'une sainte indignation quand j'entends le silence de la tribune, au milieu des causes de ruine qui désolent le pays. Quoi! pas une voix, pas un accent, pas un cri, qui dénonce à cette assemblée apathique les misères et les angoisses de nos frères déshérités. Ce silence m'opprime. Aucune considération, aucuns murmures, aucune force intérieure ni extérieure, ne retiendrait dans l'enceinte législative ma parole



## LA COMMUNE DE PARIS.

éme de toutes les souffrances humaines. A mes yeux, le mandat de représentant du peuple ne serait pas un honneur; mais une charge, mais un devoir. Ce devoir, je demanderais à Dieu la force de le remplir avec toute l'abnégation d'une âme républicaine.

Alphonse ESQUIROS.

### Bouche de bronze.

M. DIDOT.

Voici le compte approximatif des petites munificences dont a joui la maison de cet imprimeur-libraire sous le dernier gouvernement, tel qu'il se trouve établi dans une brochure factieuse publiée en 1847 sur les abus des fonds hermaphrodites appelés encouragements littéraires et scientifiques :

« Aux publications diverses de Firmin-Didot, total entre deux ministères, plus d'UN MILLION, sur lequel, savoir : pour réimpression de sept ou huit collections grecques et latines sans droit ni frais d'auteur, 650,800 fr., et dans le reste figurent plusieurs autres simples réimpressions de nos classiques français. Sur ce total il a été soldé dans la seule année 1843, comme à-compte, 45,000 fr. Cette maison touché au moins, annuellement, de 30,000 à 40,000 fr. pour son commerce. » Le fameux comte de Bastard, savant littérateur dont les images coloriées ne contaient que 720,000 fr. à l'Etat, doit en être jaloux.

Nous ne contestons pas les mérites de M. Firmin Didot dans son art. Mais n'y a-t-il donc jamais, pour remplir les charges vacantes, de capacités disponibles en dehors des capacités budgétivores de la veille? (Sauf les collaborateurs du *National*.) Ceux qui ont ruiné le trésor de la monarchie seront-ils les premiers élus au festin de la République?

Ah! décidément la faveur est comme la corde de pendu — ou le liège : ceux qui en ont à leurs semelles remontent toujours sur l'eau — et les pauvres diables enfoncent — enfoncent — jusqu'à ce que...

De nouvelles élections se préparent. Allez voter, citoyens travailleurs, nous vous en conjurons au nom de vos droits les plus sacrés, que des infâmes ont déjà escamotés à moitié. Le mois qui vient de s'écouler a manifesté les fruits de votre indifférence coupable. Plus de cent mille d'entre vous se sont abstenus de déposer leur bulletin dans l'urne électorale. Cent mille! quel poids vous avez retiré de la balance!

O peuple confiant et brave! tu gémissais aujourd'hui de ce CRIME; jusqu'à un certain point tu peux en paralyser les conséquences. Nomme aujourd'hui des citoyens recommandables par leur patriotisme, leur intelligence, leur passé de dévouement. Nomme surtout ceux qui ont consacré leur vie à étudier les moyens d'améliorer ta position, ceux qui recherchent avant tout la vérité et la justice, et veulent les faire régner dans les relations sociales!

Demain nous publierons la liste des onze candidats, pour le département de la Seine, que nous proposons à l'élection.

Rappelons-nous ces paroles d'un martyr de l'autre siècle :

« Si le peuple aime la vertu, la frugalité; si l'effronterie disparaît des visages; si la pudeur rentre dans la cité, les contre-révolutionnaires, les modérés et les fripons dans la poussière; si, terrible envers les ennemis de la Révolution, on est aimant et sensible envers un patriote; si les fonctionnaires s'ensevelissent dans leurs cabinets, pour s'y assujettir à faire le bien sans courir à la renommée, n'ayant pour témoin que leur cœur; si vous donnez des terres à tous les malheureux; si vous les ôtez à tous les scélérats, je reconnais que vous avez fait une révolution; mais s'il arrive le contraire, si l'étranger l'emporte, si les vices triomphent, si d'autres grands ont pris la place des premiers, si les supplices ne poursuivent point les conspirateurs cachés, fuyons dans le néant ou dans le sein de la Divinité. Il n'y a pas eu de révolution; il n'y a ni bonheur ni vertu à espérer sur la terre. »

C. D.

Nous recevons des citoyens Camille Raspail, Kersausie et Veyne la lettre suivante, que nous nous empressons de publier :

Citoyen rédacteur,

Permettez-nous d'user de la voie de votre journal pour protester contre un arrêté en date du 22 mai, qui nous est notifié à l'instant, et qui, nous menaçant aujourd'hui, atteindra demain tous les clubs.

Dans aucun Etat constitué on n'a jamais vu le pouvoir exécutif s'arroger le droit de rendre justice et absorber à son gré le pouvoir judiciaire.

Or, c'est pourtant ce que vient de faire la commission du pouvoir exécutif, en fermant le club de la salle Montesquieu.

Il y a plus, c'est que l'arrêté du pouvoir exécutif repose tout entier sur trois considérants qui sont d'une fausseté notoire.

1° Il désigne ce club sous le nom de club dit Raspail; or, chacun sait, et les cartes des sociétaires en font foi, ainsi que les journaux qui ont rendu compte des séances; chacun sait, disons-nous, que ce club était institué sous le nom de club des Amis du Peuple.

2° L'arrêté porte que, le 15 mai, des hommes sont partis d'une séance tenue salle Montesquieu pour envahir l'Assemblée nationale. Or, il est matériellement faux que le lundi 15 mai il y ait eu séance, réunion, même rendez-vous, salle Montesquieu. Le témoignage du propriétaire peut être invoqué sur ce point; le rendez-vous avait été indiqué et a eu effectivement lieu à l'Arse-nal, à dix heures du matin.

3° Il est faux que des citoyens (le décret dit des hommes) de ce club aient envahi l'enceinte de la Constituante : le club, formé par pelotons, est resté constamment à la jonction des rues de l'Université et de Bourgogne.

Ce sont là autant d'assertions dont l'instruction fera justice, et par lesquelles, en attendant, on espère tenir en état de suspicion, devant l'opinion publique, des partisans dévoués de la République démocratique.

Salut et fraternité.

Pour les autres membres du bureau,  
Camille RASPAIL fils, KERSAUSIE, VEYNE,  
B. RASPAIL fils.

Paris, 27 mai 1848.

P. S. Nous rappellerons que les séances du club avaient été suspendues, par notre propre volonté, deux jours avant que la commission du pouvoir exécutif eût pris son arrêté; le 20 mai, une affiche placée à la porte de la salle Montesquieu en donnait avis aux citoyens.

Lorsque les motifs qui nous avaient déterminés à la suspension des séances auront cessé, nous annoncerons par la voie des journaux la réouverture du club des Amis du Peuple.

Nous applaudissons de tout cœur à l'article publié hier par Proudhon dans le *Représentant du Peuple*. Nous regrettons vivement que l'exiguïté de notre journal ne nous permette pas de le reproduire en entier.

La littérature de Louis-Philippe doit avoir été emportée à jamais dans le tourbillon de février. Malheur aux spéculateurs qui en ont fait une prostituée! Honte à ces agitateurs de l'esprit humain, honte aux adorateurs de l'art pour l'art, honte à ces esprits sans conviction, à ces entrepreneurs de corruption, de souillure et d'ignominies! La République de 1848 ne leur mettra pas même sur la tête la couronne dont parle Platon. Ils n'ont pas cultivé le laurier et les roses, ils ont fait germer leurs plantes dans la pourriture et le fumier. Qu'ils restent donc enfouis dans l'élément fangeux où ils ont, pendant quinze ans, célébré leurs bacchanales. De quel droit les vers de terre et les insectes immondes iraient-ils grimper sur les ailes de l'aigle qui monte vers le soleil?

La proclamation suivante a été affichée hier dans Paris.

« Le gouvernement s'occupe de préparer, pour la réorganisation des ateliers nationaux, des mesures qui sont devenues nécessaires.

Des erreurs, aussi préjudiciables aux intérêts de l'Etat qu'à ceux des véritables travailleurs, ont été commises au milieu de la précipitation avec laquelle on a été obligé de faire les premiers embrigadements.

Il en résulte que des hommes qui ont des ressources particulières ont été admis au bénéfice de l'inscription. D'autres se sont fait inscrire plusieurs fois sous des noms supposés, et sont parvenus à toucher plusieurs salaires. La place due à des ouvriers méritants a été ainsi occupée souvent sans droits réels ou même par des moyens frauduleux. Il serait donc à craindre que ces dépenses abusives ne permissent pas à

l'Etat de continuer, ainsi qu'il en a la ferme intention, d'assurer le travail de la population ouvrière.

» Dans cet état de choses il est nécessaire de procéder à un nouveau recensement. Bien loin d'entraver cette mesure, les travailleurs viendront y concourir, parce qu'elle est juste, et que loin de porter atteinte à leurs droits, à leur position, elle est avant tout dans leur propre intérêt.

« Le gouvernement n'aura pas en vain fait appel à leurs sentiments d'honneur et de loyauté; il compte sur eux comme ils peuvent compter sur lui.

» Le ministre des travaux publics,

» TRÉLAT. »

### Correspondance.

Citoyen rédacteur,

Dans votre numéro du 25, vous annoncez qu'on vous a fait restitution des cuillers et fourchettes qui avaient été pillées le 15 chez le citoyen Sobrier.

Ces couverts, dites-vous, n'étaient pas en argent. C'est à croire, pardieu! ces honnêtes pillards s'en seront bien aperçus.

Dans vos numéros suivants, j'ai cherché si vous n'annonciez pas le retour en vos mains d'une espingole, très jolie, ma foi, un vrai bijou.

Vous n'en dites rien. — Il faut bien croire que son *furtif* possesseur veut le disputer de bon goût avec vous, et qu'il tient à apprécier le mérite de cette arme.

Un communiste aurait offert de partager le bijou; mais nos *modérés* sont bien autrement communistes et comprennent différemment la propriété; — ils gardent tout.

Voyez si vous pouvez vous arranger avec le nouveau propriétaire de votre espingole; — et m'est avis, de science certaine, qu'un certain citoyen, du nom de Jousset, — boulangier, rue d'Amsterdam, — pourrait s'employer pour rendre, — qu'est-ce que je dis, pour faire rendre le bijou.

C'est assez pour lui de garder le souvenir du bouquet du vin de Sobrier, — et de pouvoir vaillamment raconter qu'il a, dans l'affaire du 15 mai, traversé des matelats innocents à coups de baïonnettes.

Agréez, etc....

### Clubs de Paris.

Les anciens membres du Club du Progrès, impasse de l'Ecole, rue Neuve-Cochepard, viennent de se reconstituer sous le titre de Club de l'organisation sociale.

Les séances ont lieu le lundi, le mercredi et le vendredi, à huit heures du soir.

A cause des élections, il y aura séance tous les soirs, à huit heures, à partir du 29 mai.

Les candidats à la représentation nationale qui désireront se faire entendre sont invités à s'y présenter.

### Revue des Journaux.

Le décret de bannissement n'a pas découragé les menées dynastiques. On recrute de plus belle, et l'on enrôle, assure-t-on, à bureau ouvert. Les Gilles du parti sont tout équipés. Leurs chefs avoués, ces républicains du lendemain, si bruyants naguère, se placent déjà sur un terrain neutre, prêts à lever le masque et à se déclarer, le cas échéant.

A l'Assemblée nationale, la faction dynastique est toujours bien disciplinée, mais elle manque d'un général hardi. C'est sur les électeurs de Rouen qu'elle compte. M. Thiers est leur candidat, et il a des chances. Le héros des massacres de la rue Transnonain doit avoir des admirateurs là-bas.

(Réforme.)

### Le Roi-Bourreau.

Les massacres odieux, horribles, épouvantables, accomplis froidement par le Bourbon de Naples, ne nous ont pas surpris. Nous plaignons, certes, les malheureuses victimes sacrifiées par ce roi-boucher sur l'autel de la légitimité; mais nous ne savons si nous ne sommes pas autant indignés contre le Peuple qui souffre de pareilles atrocités, que contre le roi qui les exécute. Comment une ville comme Naples, une province qui est à elle seule un royaume, se laissent ainsi ravager par un misérable couronné! Et il ne se trouve pas trois



## LA COMMUNE DE PARIS.

hommes de cœur qui aient le courage d'aller prendre cette bête féroce et de lui écraser la tête contre les murailles de son palais ensanglanté!

Ce qui n'est pas le moins odieux dans ce drame infernal qui vient de se jouer à Naples, c'est de voir les fils d'un peuple libre servir de valets de bourreaux et massacrer, moyennant dix sous par jour et par tête, des hommes, leurs frères, qui n'ont pas d'autre tort à leurs yeux que de vouloir être libres comme ils le sont, eux, dans leur pays! Nous nous demandons comment les Suisses osent venir nous parler de leur liberté, de leur indépendance, de leurs sympathies pour les peuples qui imitent leurs exemples en chassant leurs tyrans, quand ils vont à l'étranger soutenir les rois contre les peuples, l'esclavage contre la liberté, la barbarie contre la civilisation, le fanatisme et l'erreur contre la lumière et la vérité!

### Départements.

Personne, que nous sachions, n'a porté une accusation de lâcheté contre la garde nationale de Paris : il y aurait absurdité à lancer une semblable accusation contre une masse de 200,000 hommes. Mais il en est différemment quand il s'agit seulement de quelques individus; et si l'on tient à savoir notre opinion sur la conduite de quelques gardes nationaux de Paris, nous n'avons aucune raison pour ne pas la dire.

Oui, le garde national qui, après que le peuple a eu évacué la chambre, a couché en joue le général Courtais et n'a été empêché de commettre un crime que par la force, oui, ce garde national est un lâche; parce qu'il y a lâcheté à ce qu'un homme armé en attaque un autre qui n'a pas d'armes, surtout lorsque toute lutte a cessé. Oui, les gardes nationaux qui se sont précipités en grand nombre sur le général Courtais, sur un faible vieillard, qui l'ont insulté, frappé et chassé de la salle des représentants, oui, ces gardes nationaux sont des lâches, parce qu'il y a toujours lâcheté à ce que plusieurs personnes se réunissent pour frapper un homme seul. Oui, ces gardes nationaux sont des factieux, puisqu'ils se sont révoltés contre leur général, qu'ils l'ont injurié et maltraité; oui, ils sont des factieux puisqu'ils ont porté la main sur un représentant du peuple, et qu'ils l'ont expulsé du lieu des séances avant que la chambre l'eût déclaré prévenu et eût autorisé son arrestation.

Qu'on lise en outre plus loin, à l'article Paris, la lettre du citoyen Flotte et le récit de ce qui s'est passé dans les bureaux du journal *la Commune de Paris*, et l'on verra si les auteurs de ces expéditions ne méritent pas encore une autre épithète que celle de lâches.

(Sentinelle des Pyrénées.)

Les citoyens Marc Dufraisse et Auguste Mie se présentent dans la Dordogne. Les électeurs ne peuvent envoyer de meilleurs représentants à l'Assemblée nationale.

Il se publie à Paris et dans les départements un assez bon nombre de journaux, rédigés par des écrivains qui ont longtemps appartenu au parti conservateur, dont M. Guizot était le chef, et qui se prétendent aujourd'hui tout aussi dévoués à la République.

Il faut que la France se défie de ces gens trop bien intentionnés, ils sont plus dangereux que les anarchistes; il y a longtemps qu'on a dit d'eux qu'ils embrassaient la République afin de mieux l'étouffer.

(Sentinelle des Pyrénées.)

### Nouvelles étrangères.

#### Allemagne.

Les nouvelles de Vienne sont du 19. Le 18, le bruit s'étant répandu dans les faubourgs de Vienne qu'on attaquait les étudiants, des députations d'ouvriers sont entrées en ville pour s'informer, au nom de 80 à 100,000 de leurs camarades, auprès des étudiants, s'ils avaient besoin de leurs secours.

On sait aujourd'hui que la fuite de l'empereur est l'œuvre d'un parti qui, par cette combinaison, espérait obtenir du peuple le sacrifice de la liberté conquise, en échange du retour de la majesté en voyage.

Le baron de Wessemberg a pris la direction des affaires étrangères, s'il faut en croire la *Gazette d'Augsbourg*. Nous ne savons si les rétrogrades fondent des espérances sur ce nom, mais les bourgeois de Vienne commencent à dire : « Si l'empereur peut vivre sans nous, nous pouvons bien vivre sans lui. »

Il résulte de la charte de Prusse que ce n'est pas la souveraineté du peuple, mais l'autorité royale qui serait le principe de la constitution. Le roi consent à conclure un pacte avec son peuple, il permet à celui-ci d'en débattre les clauses, mais il ne lui reconnaît pas le droit de se constituer seul et libre comme il l'entend. La constitution de Prusse ne porte pas en tête : « Tous les pouvoirs émanent de la nation. » Le roi continue à se dire *roi par la grâce de Dieu*.

C'est sur ce terrain que la lutte s'engagera entre les démocrates et les royalistes prussiens.

En attendant, Frédéric-Guillaume emploie toutes sortes d'ambages, de précautions, pour ne pas se mettre mal avec la constituante de Francfort. Il dit dans un article de sa charte :

« Le roi prendra les mesures nécessaires pour mettre la constitution prussienne en rapport complet avec celle élaborée par l'assemblée de Francfort; les changements faits seront soumis à l'examen et à l'appréciation des chambres... »

Dans la constituante de Francfort, les motions se succèdent.

### Faits divers.

Les ouvriers des ateliers de Paris signent en ce moment une pétition qui a pour but de demander la réintégration de notre ami Caussidière au poste de préfet de police.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce vient d'allouer une somme de 1,500 fr. à une société formée dans l'une de nos principales villes manufacturières sous le titre de : *Conseil général des travailleurs de Saint-Quentin*. Cette société, qui admet dans son sein les délégués des ouvriers, a pour objet d'étudier les questions d'économie politique et sociale dans leurs rapports avec les intérêts des travailleurs, de faciliter et de régulariser les relations entre l'offre et la demande du travail. Un tel but pouvait déjà mériter les sympathies de tous ceux qui ont à cœur l'amélioration du sort des ouvriers; mais ce que le ministre de l'agriculture et du commerce a voulu particulièrement encourager, c'est la pensée de propager l'instruction professionnelle parmi les divers corps d'état et industries de Saint-Quentin. Il sera créé, grâce aux efforts et aux sacrifices de la société, une école de fabrication où seront enseignés par des chefs d'établissements ou contre-maîtres de montage, la théorie de la fabrication, le dessin de fabrique et d'ornement, la mécanique et la chimie industrielle. Le ministre n'a point hésité à seconder l'accomplissement d'une œuvre qui tend à élever la situation morale de l'ouvrier, et à lui fournir les moyens d'améliorer son état matériel.

— Voici quelques détails relatifs à l'arrestation de Blanqui :

« C'est hier, dans la matinée, que le ministre de l'intérieur a été averti que Blanqui était caché chez un commissionnaire en marchandises de la rue Montholon, et qu'à sept heures on le trouverait à table.

« Le préfet de police, prévenu, fit appeler M. Yon, commissaire de police attaché à l'Assemblée nationale. Celui-ci fit aussitôt cerner par cinq agents la maison de la rue Montholon, et monta lui-même, avec un sixième agent, chez le commissionnaire.

Six personnes étaient à table, Blanqui n'était pas du nombre. Le commissaire de police cherche aussitôt s'il n'y avait pas d'autres pièces où l'on pût se cacher. Un placard fut ouvert et découvrit un escalier. Le commissaire et son agent le montèrent, et, arrivés dans une petite chambre, ils aperçurent Blanqui et trois autres personnes à table.

M. Yon ordonna à Blanqui de le suivre. Blanqui fut emmené par l'agent, sans qu'il eût eu le temps de se reconnaître. Le commissaire de police avait à peine descendu l'escalier, qu'un des trois qui restaient (c'était Lacambre) s'emporta; mais sur la menace de M. Yon d'appeler à son secours deux cents hommes (qu'il n'avait pas), Lacambre se sauva, ainsi que les deux autres. »

(Moniteur du soir.)

— De fortes patrouilles circulaient cette nuit sur les boulevards. On craignait, à ce qu'il pa-

rait, un mouvement des ateliers nationaux, par suite de l'arrestation ou plutôt de l'enlèvement d'Emile Thomas.

— Le citoyen Pellotier de Lorgues, dont nous avons annoncé l'arrestation dans notre numéro du 27, a été mis hier en liberté.

— M. Saisset, détenu préventivement à la Conciergerie depuis le 15 mai, a été mis aujourd'hui en liberté.

— Une commission composée de journalistes et d'électeurs a commencé une enquête sur les antécédents des représentants du peuple; ce travail, qui doit être bientôt terminé, offrira, dit-on, des détails très curieux. La plupart des mandants ne sont guère connus, même de leurs mandataires. Il est bon que la lumière se fasse.

— Les compagnies des actionnaires du chemin de fer du Nord ont adressé à l'Assemblée nationale une très vive protestation contre le projet de loi de reprise des chemins de fer par l'Etat.

— Le trompette Escoffier, actuellement gardien des Tuileries, a demandé d'être chargé de la garde d'Ab-el-Kader à Pau. C'est la loi du talion. Singulier retour! le trompette, qui a été longtemps prisonnier de l'émir, va l'avoir maintenant pour prisonnier.

— Un crédit extraordinaire d'un million de francs est ouvert au ministère des travaux publics pour les dépenses des ateliers nationaux. L'emploi détaillé de ce crédit sera soumis à la sanction de l'Assemblée nationale.

— La commission exécutive a tenu conseil, dans la nuit d'hier, au Luxembourg; M. Bastide et M. l'amiral Casy, appelés à ce conseil, ont donné communication des différentes dépêches qu'ils avaient reçues de Naples. On ignore la décision de la commission exécutive; mais hier un courrier extraordinaire est parti pour Naples, chargé d'instructions adressées à l'amiral Baudin.

— MM. Vivien, Billault, Tocqueville et Dufaure sont au nombre des députés qui ont voté pour le décret de bannissement.

— On dit que les représentants des cours du Nord viennent de protester contre l'ordre du jour motivé sur l'affaire de la Pologne.

— Des troubles ont éclaté à Calais. La population a voulu s'opposer à l'embarquement de bestiaux achetés par l'Angleterre. La garde nationale et la ligne sont parvenues à protéger cet embarquement.

Le 25, à dix heures du soir, 4 compagnies du 25<sup>e</sup> de ligne, en garnison à Saint-Omer, ont reçu l'ordre de partir sur-le-champ pour Calais; on assurait que la garde nationale avait été désarmée.

### Chemin de fer de Paris à Versailles, rive gauche.

Le conseil d'administration invite MM. les actionnaires à venir prendre communication à l'administration de la protestation rédigée dans l'intérêt de ce chemin de fer.

Les galeries du Musée de Versailles sont ouvertes au public tous les jours à midi, excepté les vendredis et samedis. — Le chemin de fer de la rive gauche conduit *seul* directement au château. Il a transféré sa station de la *Madeleine* à la rue *Duphot*, 6; ses autres stations sont établies : au Carrousel, hôtel de Nantes; *Bourse*, rue Feydeau, 5; place Saint-Sulpice, 12; place du Palais-de-Justice, 1; *Porte-Saint-Martin*, rue Saint-Martin, 256.

### Avis.

Le comité d'agriculture fondé par le citoyen Sobrier, n'a pas été emporté dans la tourmente, nous nous occupons très activement de le reconstituer, et nous espérons que tous les membres voudront encore se réunir à nous pour atteindre le but que nous nous étions proposé.

Tous les renseignements sont reçus aux bureaux du journal. — *Affranchir*.

Pour le comité,

A. PEYRET, secrétaire.

Pour le comité de rédaction, AGG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.